



L'application d'un frein à l'endettement aux assurances sociales rallierait une majorité

Résultats du moniteur financier 2012

En 2012, pour la première fois, une majorité d'électeurs suisses (63 %) soutiendraient l'application d'un frein à l'endettement aux assurances sociales. Cet instrument a fait ses preuves au niveau fédéral et 83 % des personnes interrogées souhaitent son maintien. En outre, l'opinion publique est toujours opposée à de nouvelles dépenses. Les hausses d'impôts ne remportent pas non plus de majorité. Ces aspirations populaires doivent guider les réflexions politiques.

En collaboration avec l'institut de recherche gfs.bern, economie suisse publie son cinquième moniteur financier. Cette publication présente les résultats d'une enquête annuelle sur la politique financière et fiscale de la Suisse.

Appliquer le frein à l'endettement aux assurances sociales

Le frein à l'endettement bénéficie toujours d'un large soutien au sein de la population. Ainsi, 83 % des électeurs souhaitent son maintien. Cette année, pour la première fois, une nette majorité des personnes interrogées soutient l'extension de ce dispositif aux assurances sociales, une mesure qu'economie suisse réclame depuis longtemps. La montagne de dettes accumulées par l'AI montre bien ce qui peut se produire lorsqu'un mécanisme visant à éviter les problèmes financiers fait défaut. Un tel fiasco ne doit pas se reproduire. C'est pourquoi l'AVS – la principale assurance sociale de la Confédération – a aussi besoin d'un frein à l'endettement.

Comme les années précédentes, le moniteur financier 2012 met en évidence le désir de modération financière exprimé par la population. La stratégie consistant à

augmenter les impôts pour financer de nouvelles tâches n'a aucune chance. En ce qui concerne les augmentations de dépenses, les électeurs ne les acceptent que de justesse dans le domaine de la formation. Dans les autres domaines, les sondés refusent non seulement un accroissement des dépenses, mais ils demandent parfois des économies. « D'une manière générale, les Suisses préconisent une politique financière restrictive. C'est ainsi depuis de nombreuses années, mais cette tendance s'est encore accentuée en 2012. L'extension du frein à l'endettement aux assurances sociales réunirait aujourd'hui une majorité de voix. Le monde politique doit s'en inspirer », a conclu Urs Furrer, membre de la direction d'économiesuisse.

Au Parlement de prendre des mesures

En 2013, pour la première fois depuis sept ans, le budget de la Confédération sera vraisemblablement à nouveau déficitaire. Dans une telle situation, 84 % des personnes interrogées préconisent une baisse des dépenses. Autrement dit, les citoyens attendent du Parlement fédéral qu'il freine l'augmentation des dépenses ces prochaines années et qu'il compense d'éventuelles dépenses supplémentaires réalisées dans un domaine par des économies dans un autre.

Pour toutes questions :

Vincent Simon, responsable de projets

Téléphone : 022 786 66 81

Courriel : [Communiqué de presse](#)